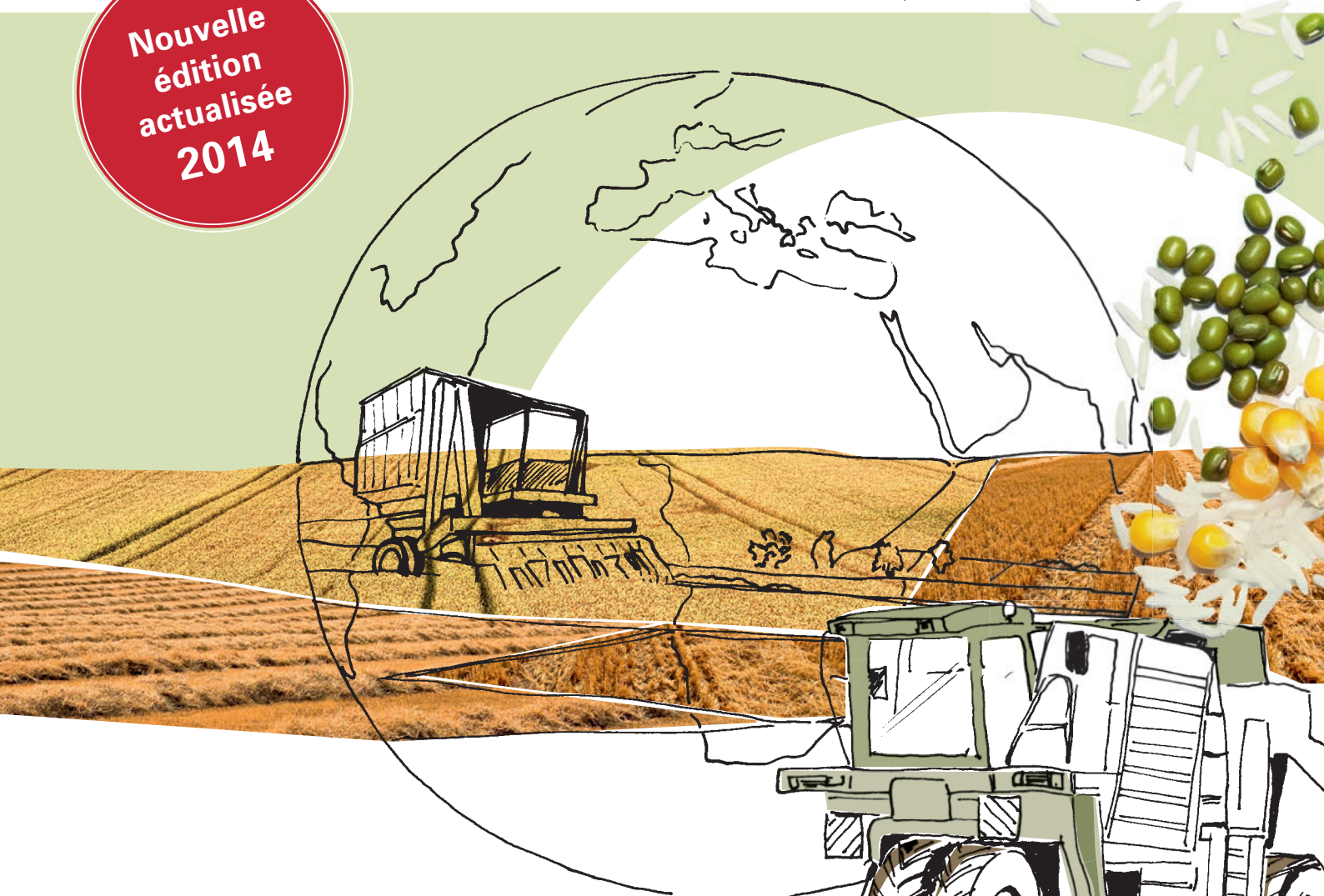


Nouvelle
édition
actualisée
2014



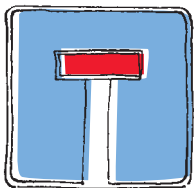
AGRO POLY

Ces quelques multinationales
qui contrôlent notre alimentation



Un combat de géants

Alors que la population mondiale et la consommation alimentaire ne cessent d'augmenter, le nombre d'entreprises actives dans le secteur alimentaire diminue paradoxalement. Afin d'accroître leurs parts de marché et leur pouvoir, les grandes multinationales rachètent leurs concurrents. Ces géants de l'agroalimentaire peuvent, dès lors, dicter les prix et influencer les politiques publiques. Ce que nous mangeons est souvent produit à bas prix dans les pays du Sud, alors que les profits sont principalement engrangés par des entreprises des pays du Nord. Les grands perdants sont les ouvriers agricoles et les petits paysans du Sud, eux qui sont le plus souvent victimes de la faim, et l'industrialisation croissante menace de plus en plus les écosystèmes.



Ce numéro spécial du *Solidaire* montre comment le processus de concentration en cours dans le secteur de l'alimentation, lié à une industrialisation toujours plus poussée de la production, conduit à une impasse. Une agriculture durable doit reposer sur les petits paysans et une production locale.

Une forte concentration: En 1996, les dix plus gros semenciers se partageaient moins de 30% de parts de marché. Aujourd'hui, les trois plus grandes entreprises en contrôlent plus de 50%, avec souvent pour conséquence une augmentation du prix des semences. Les trois leaders mondiaux sont aussi les plus importants vendeurs de pesticides.

Qui contrôle la production? Les agriculteurs sont sous la pression des multinationales, tant par le rachat à bas prix du soja, du blé et du maïs que par le coût élevé des semences, des pesticides, de l'énergie, des engrais et du fourrage. Les prix records des denrées alimentaires atteints en 2008 ont bénéficié aux multinationales, au détriment des agriculteurs.

Qui en profite? Un pisciculteur vietnamien, par exemple, qui produit du pangasius vendu en Europe 10 dollars le kilo, en obtient 1 dollar. Après déduction des frais de production, sa marge bénéficiaire se monte à 10 centimes par kilo. L'éleveur s'endette en assumant les risques liés à l'exploitation, comme les maladies et le climat.

Mainmise sur l'ensemble de la filière: En plus de la concentration horizontale, liée aux parts de marché d'un même secteur, les multinationales misent également sur la diversification. Il s'agit moins de répartir les risques que de contrôler l'ensemble de la filière agroalimentaire, afin de disposer de matières premières bon marché.

Recherche du profit au détriment d'une production intégrée: Alors qu'auparavant tout était produit et réutilisé à la ferme – semences, jeunes animaux, matières fourragères, engrais – dans le sens d'une production intégrée, l'industrialisation et la recherche du profit à tous les échelons de la chaîne de production alimentaire et d'agrocarburants ont des conséquences négatives pour les sols, l'eau, le climat, la protection des animaux et la santé.

Un lobby très puissant: L'influence des géants de l'agroalimentaire ne cesse de s'étendre. Des milliers de lobbyistes défendent les intérêts des grandes multinationales et leurs représentants sont souvent au cœur même des instances gouvernementales. Avec succès, puisqu'ils arrivent à influencer des décisions clé, comme l'homologation de pesticides ou de semences génétiquement modifiées, les priorités de recherche publique, les accords commerciaux et, de plus en plus fréquemment, l'attribution des fonds de la coopération au développement.

Le marché globalisé dicte les prix: Près de 85% de tous les aliments sont consommés localement. Pourtant, le commerce mondial a une influence décisive sur les prix. La spéculation sur les matières premières est importante, le maïs et le soja étant les principales matières premières négociées en Bourse après le pétrole.

Qui contrôle notre alimentation?

Fourrage animal (page 6)

Parts de marché des 10 plus grandes entreprises: **16%**

Quatre multinationales contrôlent la production mondiale de poulet

Elevage (page 7)

Parts de marché des 4 plus grandes entreprises d'élevage de volailles: **99%**

Chiffre d'affaires du secteur: **34,5 mia de dollars**

Semences (page 9)

Parts de marché des 10 plus grandes entreprises: **75%**

Chiffre d'affaires du secteur: **160,3 mia de dollars**

Engrais (page 11)

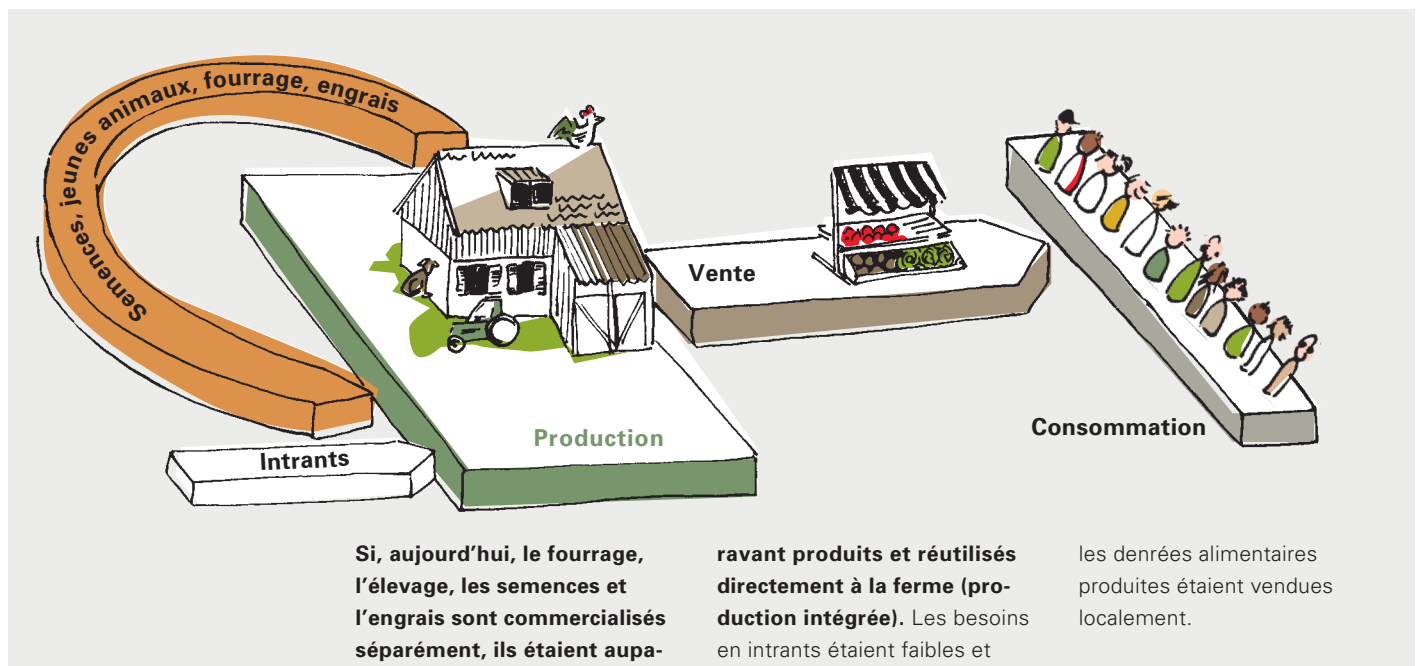
Parts de marché des 10 plus grandes entreprises: **41%**

Les leaders mondiaux **contrôlent aussi le marché des semences**

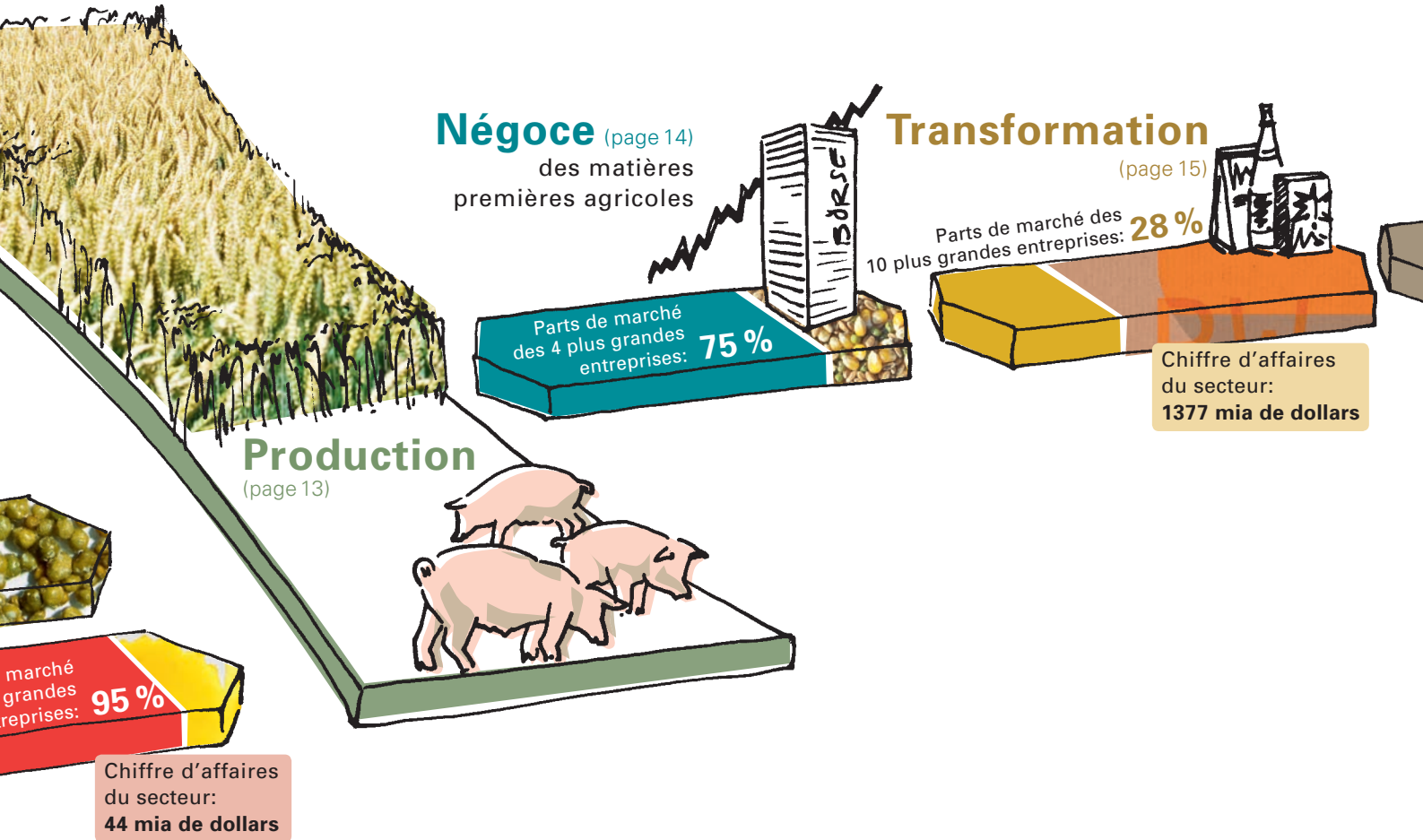
Pesticides (page 12)

Parts de marché des 10 plus grandes entreprises: **99%**

«Exploitation traditionnelle à la ferme»



Dans le monde, il existe quelque **500 millions de fermes, dont 97% sont des petites exploitations ; soit 1 milliard d'agriculteurs** et 450 millions d'ouvriers agricoles.



Cargill: un exemple d'intégration verticale

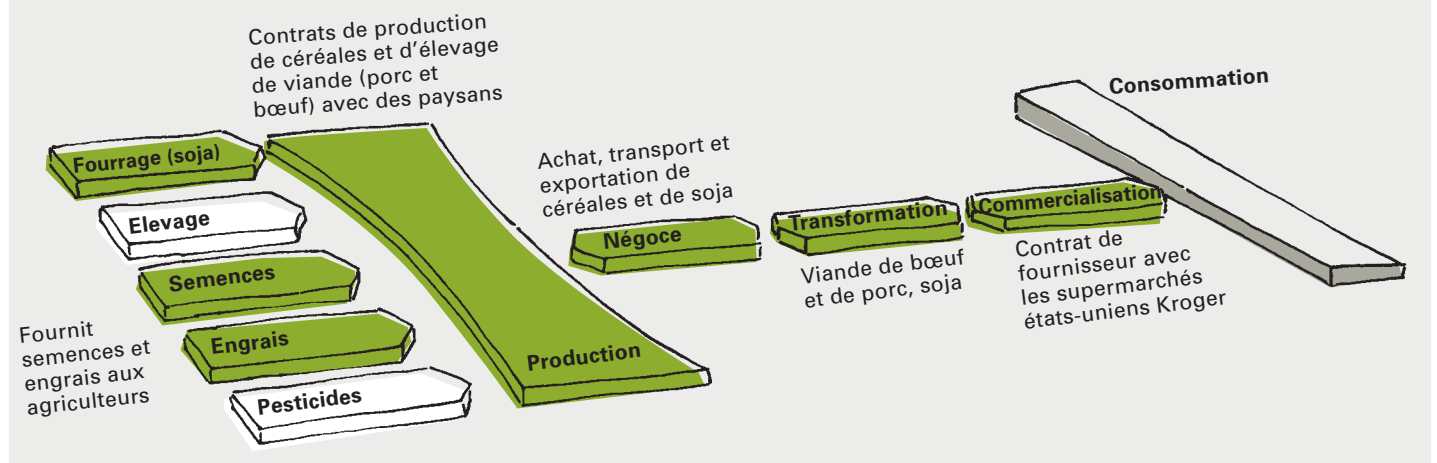
Les leaders mondiaux s'étendent dans d'autres secteurs.

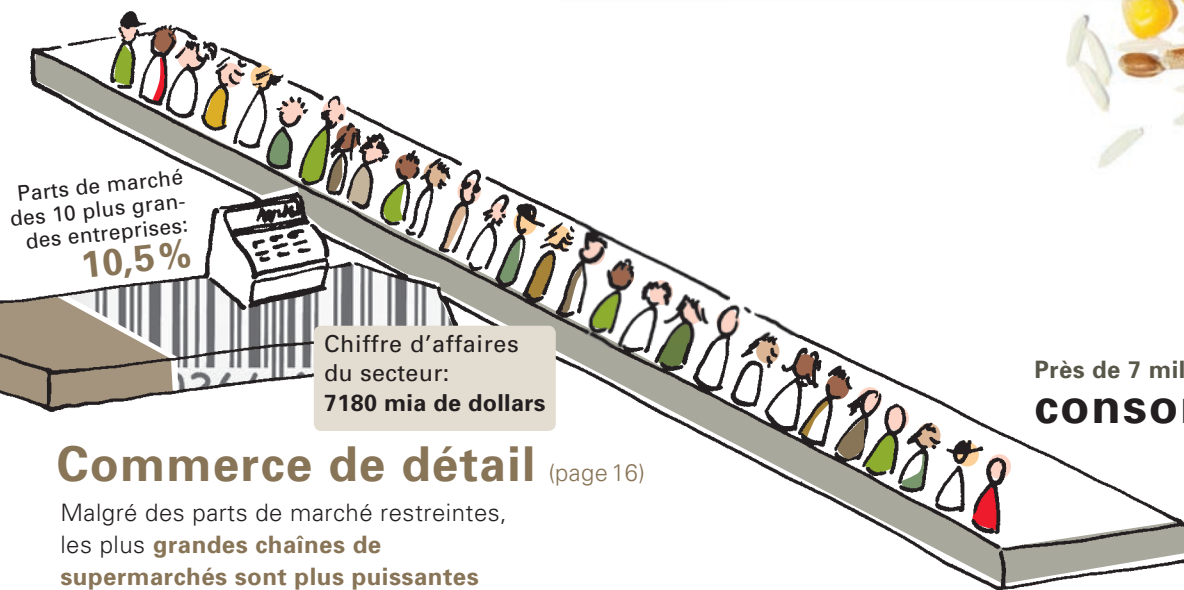
Syngenta ne produit plus seulement des pesticides et des

semences, mais octroie aussi des crédits et sous-traite la production de légumes. Le plus grand groupe céréalier Cargill fait

travailler des agriculteurs sous contrat, produit des denrées alimentaires et des matières fourragères. Il est aussi présent

dans le secteur de l'énergie et sur les marchés financiers.



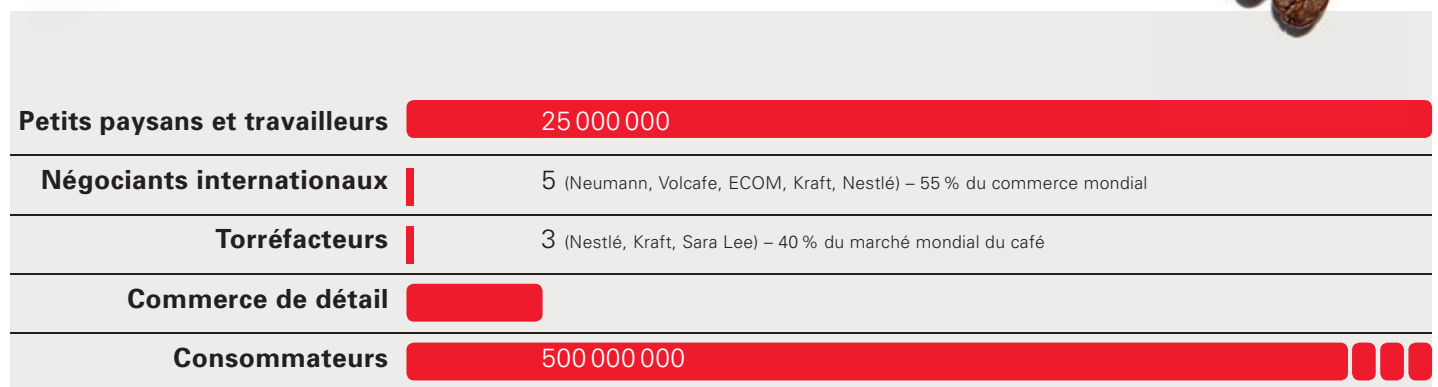


Près de 7 milliards de **consommateurs**

Commerce de détail (page 16)

Malgré des parts de marché restreintes, les plus **grandes chaînes de supermarchés** sont plus puissantes que de nombreux Etats.

La filière du café



Quelque 500 millions de personnes consomment le café produit par 25 millions de producteurs à l'autre bout de la chaîne; 40 % de la récolte

mondiale de café est torréfiée par trois entreprises et 55 % du café est commercialisé par seulement cinq négociants.

Nestlé contrôle déjà une partie des plants de café. En 2013, Nestlé possédait 21,4 millions de caféiers sous contrat de production dans 13 pays.

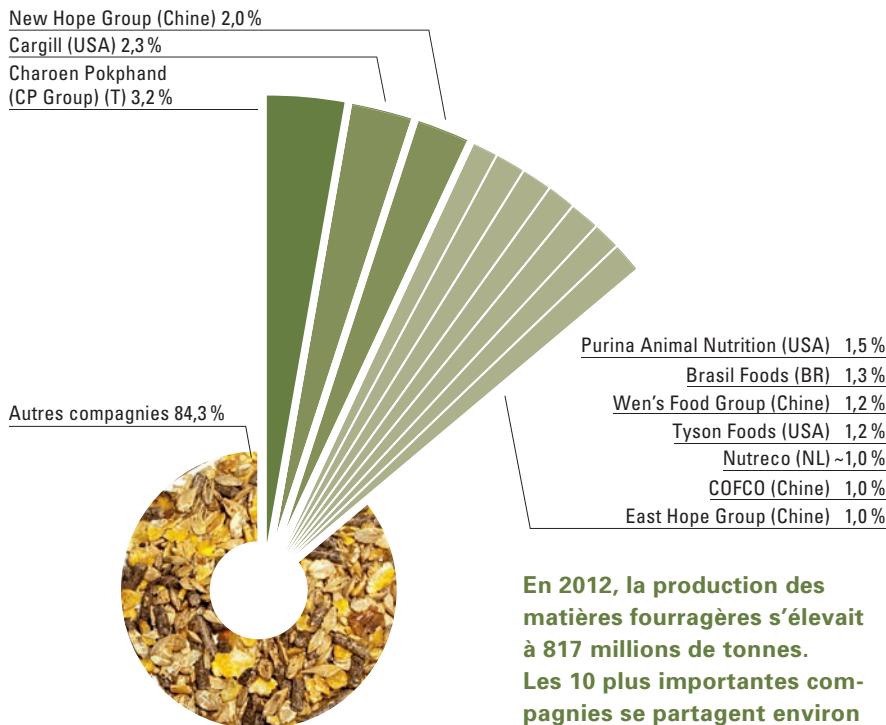
D'ici à 2020, le géant helvétique souhaite augmenter cette proportion à 220 millions de plants de café.

Source: www.nestle.com

Fourrage animal

Les dix plus grands producteurs de matières fourragères contrôlent 16 % de la production mondiale. Intégrés verticalement, ils dominent aussi d'autres segments de la filière. Cargill, par exemple, est aussi le plus gros acheteur du monde de matières premières agricoles, alors que Charoen Pokphand est également le plus grand producteur de viande et de crevettes. Dans le domaine du fourrage, il existe de plus en plus de marchés de niche contrôlés par un petit nombre d'entreprises. Près de 88 % de la nourriture pour saumons est par exemple produite par trois compagnies : Skretting (filiale du géant européen Nutreco), EWOS/Cermaq et BioMar. Les producteurs de fourrage animal répercutent les hausses de prix sur les contrats conclus avec les éleveurs de saumon.

Les 10 plus importantes multinationales fourragères



En 2012, la production des matières fourragères s'élevait à 817 millions de tonnes. Les 10 plus importantes compagnies se partagent environ 16 % de ce marché.

Sources: Feed International (2013), WattAgNet.com, recherches individuelles



Le leader mondial: Charoen Pokphand (CP Group), créé à Bangkok en 1921, était d'abord actif dans le commerce des semences pour légumes puis, dès 1956, dans la production de matières fourragères. En 1970, la compagnie a conclu des contrats avec des producteurs de poulets pour l'exportation vers le Japon. Ensuite, il a développé l'élevage de porc et de crevettes et a créé des supermarchés, des chaînes de restauration rapide et des stations-service. Aujourd'hui, CP Group est la plus grande entreprise de denrées alimentaires en Asie. Avec un chiffre d'affaires de 11,9 milliards de dollars (2013), sa filiale CP Foods PCL est le plus grand producteur de matières fourragères du monde. Avec 130 usines de production fourragère, l'entreprise contrôle 20 % du marché chinois ainsi que de gigantesques exploitations et usines de transformation de poulet, des fastfoods et des supermarchés.

Problématique

Il faut en moyenne trois kilos de céréales et de soja pour produire un kilo de viande. Avec ces ressources, on pourrait nourrir 3,5 milliards d'êtres humains en plus, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

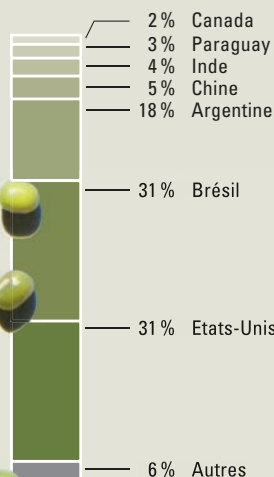
La consommation de produits industrialisés de provenance animale exige toujours plus de matières fourragères, également produites industriellement. Plus de 90 % de la production mondiale de soja est destinée à l'alimentation animale et deux tiers pour le maïs. Le recours au soja est de plus en plus fréquent pour l'aquaculture. Les cultures intensives de fourrage accaparent un tiers des surfaces agricoles du globe et 80 % de la déforestation est liée aux nouvelles plantations de soja.

L'élevage basé sur les fourrages industriels est responsable de deux tiers des émissions de protoxyde d'azote (ou gaz hilarant), particulièrement dommageables à l'environnement. Ce gaz reste plus de cent ans dans l'atmosphère. A l'inverse, l'élevage extensif (pâturages) ne produit pratiquement pas de gaz hilarant et permet au CO₂ d'être absorbé par le sol.

Les plus gros producteurs de soja

Pour la saison 2012/13, la production mondiale de soja s'est élevée à 267,9 mio de tonnes. Pour la première fois en 2013, le Brésil a produit autant de soja que les Etats-Unis.

Source: USDA, World Agricultural Production, 2012/13 season (2014)



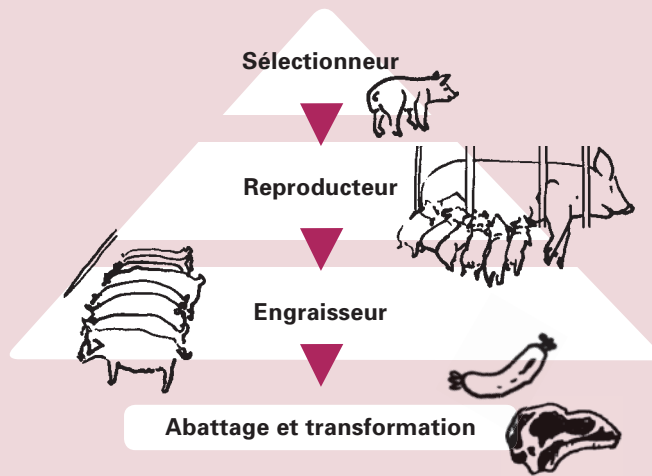
Elevage

Avec le développement des biotechnologies et la privatisation des stations d'élevage gouvernementales, une nouvelle industrie est née. Désormais, on ne parle plus d'«élevage», mais de «livestock genetics» ou d'industrie du bétail et de la génétique.

Après le maïs hybride, le groupe semencier états-unien Pioneer a développé le poulet hybride. Ce dernier s'est rapidement implanté sur les marchés mondiaux, au détriment de l'élevage traditionnel. La concentration dans l'élevage de volailles, pourtant déjà forte,

s'est encore accentuée. Entre 1989 et 2006, le nombre de fournisseurs de matériel génétique pour l'élevage de poulets s'est réduit de onze à quatre entreprises et de dix à trois pour celui des poules pondeuses. Le marché mondial de matériel génétique pour l'élevage de dindes n'est plus couvert que par trois entreprises, alors que seules deux firmes vendent des canetons d'un jour pour l'engraissement ou la ponte qui, comme pour les volailles, parcourent le globe enfermés dans des cartons.

Pyramide de l'industrie du porc



La production industrielle de viande de porc est segmentée. Les sélectionneurs fournissent aux reproducteurs des jeunes truies et de la semence de verrats hybrides dits «terminaux». Ce «système clos» empêche que le reproducteur poursuive la sélection génétique. Les animaux fournis possèdent un dispositif permettant d'enregistrer les performances, ces données restant propriété des sélectionneurs. Les reproducteurs vendent ensuite les porcelets aux engraisseurs, qui sont souvent sous contrat avec des bouchers et possèdent leur propre vétérinaire.

Le leader mondial: Les

quelques sociétés spécialisées dans le matériel génétique de volailles sont des entreprises familiales qui ne communiquent pas leurs chiffres. Le leader du secteur, Genus plc (UK), s'est constitué en 2005 à partir des deux plus importantes entreprises d'élevages porcin et bovin du monde. En 2013, son chiffre d'affaires s'élevait à plus de 500 mio de dollars. Genus possède des parts de marché imposantes dans quasiment tous les pays industrialisés. Genus a ainsi augmenté son bénéfice de 13% durant la crise de 2008-2009. Les profits engrangés par l'industrie de la sélection animale tiennent principalement à la sélection d'animaux hybrides et aux contrats de licence, qui limitent les possibilités de reproduction naturelle. Les multinationales ne vendent en effet pas les animaux issus de lignées pures, ce qui oblige les reproducteurs à racheter à chaque fois les animaux dont ils ont besoin.



Problématique

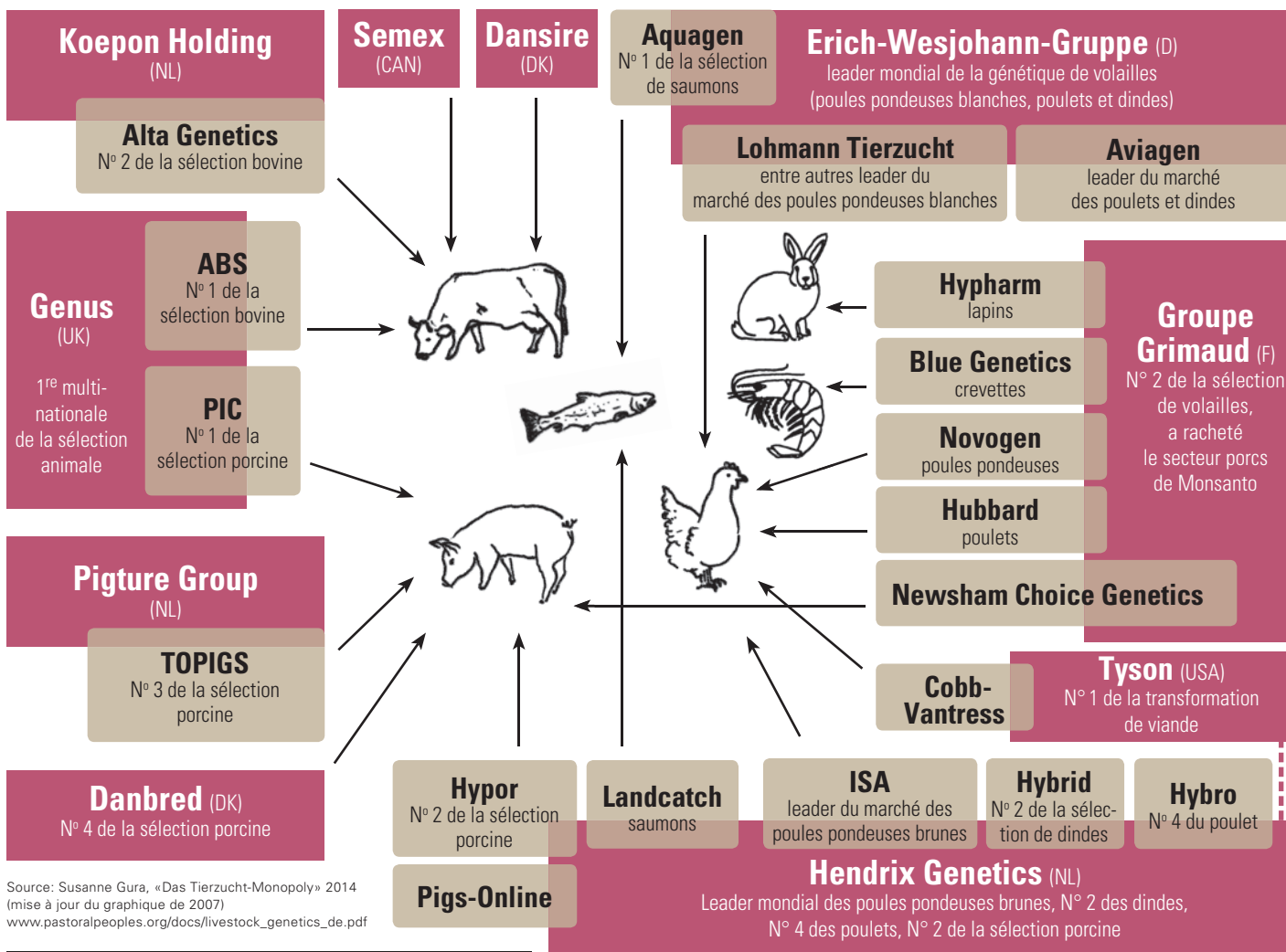
Les lignées industrielles de bovins, de porcs et de volailles sont sélectionnées pour l'élevage intensif. Sans aliments concentrés ou médicaments, les performances en termes d'engraissement, de production laitière ou d'œufs ne peuvent être atteintes. La sélection pour une haute performance aboutit à un élevage martyr, dans la mesure où les animaux se blessent, faute de mouvement, où la croissance osseuse ne peut pas suivre le développement musculaire et où les mamelles sont constamment enflammées. Une majorité de volailles et de porcs meurt avant l'abattage. Les vaches doivent déjà être «remplacées» après deux ou trois vêlages.

L'industrialisation et la mondialisation de la production animale a considérablement augmenté le risque de maladies animales infectieuses. La lutte contre les épizooties représente environ 17% du chiffre d'affaires de l'industrie de l'élevage, entre 35 et 50% dans les pays en

développement. La Banque mondiale estime les coûts de la grippe aviaire à 1250 milliards de dollars, soit 3,1% du produit national brut mondial. L'épidémie de SARS (Severe Acute Respiratory Syndrome) en Chine, à Hongkong, à Singapour et au Canada en 2002 et 2003, a coûté entre 30 et 50 milliards de dollars.

Par peur des infections, les élevages industriels sont devenus des dispositifs de haute sécurité. La «biosécurité» n'est pourtant ni bio ni sûre. En Allemagne, deux tiers des antibiotiques vendus sont utilisés pour l'élevage. Aux Etats-Unis, où les antibiotiques sont autorisés pour stimuler la croissance, huit fois plus d'antibiotiques sont utilisés dans la production animale que dans les hôpitaux. Les conséquences sont la recrudescence de bactéries résistantes, avec leur lot d'infections qui ne répondent plus aux antibiotiques. L'Organisation mondiale de la santé parle d'une des plus grandes menaces pour la santé publique.

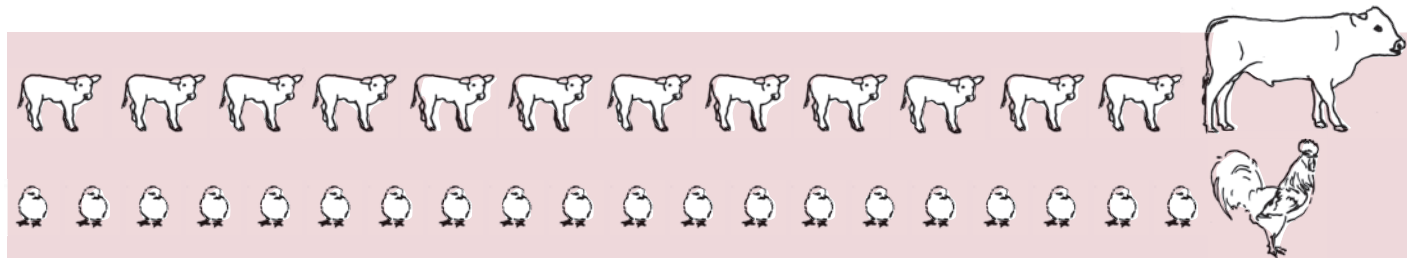
Le Monopoly de la sélection animale



Source: Susanne Gura, «Das Tierzucht-Monopoly» 2014 (mise à jour du graphique de 2007) www.pastoralpeoples.org/docs/livestock_genetics_de.pdf



Pratiquement à l'insu de l'opinion publique, l'élevage s'est converti en une industrie biotechnologique à forte concentration. Les grandes multinationales produisent du matériel génétique pour plusieurs espèces animales. Ces sociétés sont également actives dans le secteur vétérinaire, qui se développe rapidement, et bénéficie souvent de subventions publiques pour la recherche.



Une perte pour la biodiversité

Avec la concentration des sélectionneurs, le nombre de lignées s'est considérablement réduit. Génétiquement, les animaux se ressemblent de plus en plus.

Un coq peut avoir jusqu'à 28 millions de descendants, un taureau jusqu'à 1 million. Les gènes de millions de bovins et de porcins correspondent désormais à

moins de 100 animaux. Pour les volailles, ce ne sont plus qu'une vingtaine. La plus grande partie de la diversité génétique est irrémédiablement perdue.

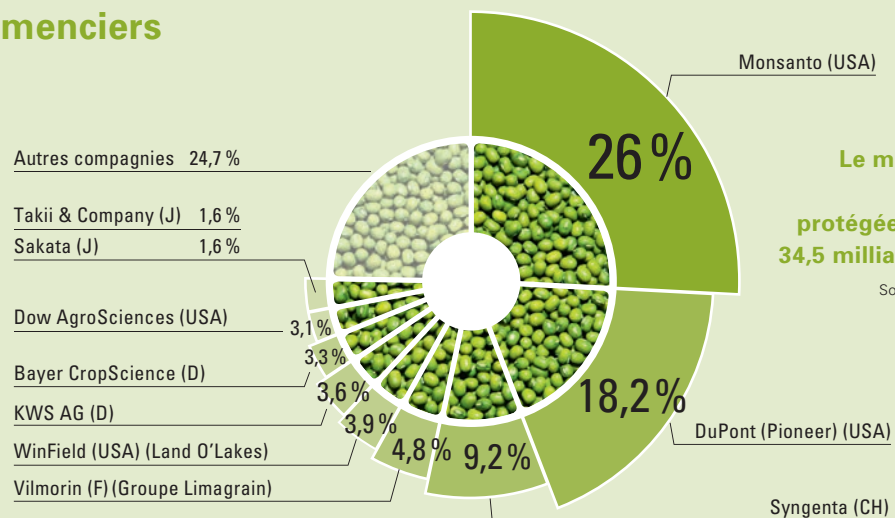


Semences

Ces vingt dernières années, le marché global des semences commerciales s'est fortement concentré. Aujourd'hui, seule une poignée d'entreprises contrôle la production mondiale. Cet oligopole est le fruit d'innombrables fusions et acquisitions (*lire en page 9*). Les parts de marché des trois plus grands producteurs de semences se montent à 90 % pour les betteraves sucrières, à 57 % pour le maïs et à 55 % pour le soja. Ces trois entreprises jouent en outre un rôle majeur dans le domaine des pesticides, qui sont largement utilisés dans la culture des semences. Une situation particulièrement préoccupante.

Deux facteurs expliquent la croissance massive du marché des semences commerciales : le développement des semences hybrides, qui incite les agriculteurs à ne plus conserver les semences issues de la récolte pour les réutiliser plus tard, et la propriété intellectuelle sur les semences, qui interdit la multiplication et l'échange entre paysans. En Tanzanie, 90 % des semences sont produites par les agriculteurs, alors qu'en Suisse, pour le blé, moins de 10 % le sont encore. En Europe, cinq compagnies (Monsanto, DuPont, Syngenta, BASF et Bayer) possèdent la moitié des brevets sur les plantes.

Les 10 plus gros semenciers



Le marché mondial des semences protégées est estimé à 34,5 milliards de dollars.

Source: ETC Group (2013)

Disparition des variétés agricoles

Avant la Révolution verte des années 1960, plus de 3000 variétés de riz étaient encore cultivées aux Philippines. Vingt ans plus

tard, seules deux variétés de riz prédominent dans 98 % des rizicultures de ce pays. La perte de biodiversité au niveau mondial

est énorme. Au cours du XX^e siècle, on estime que 75 % des variétés agricoles ont été perdues à jamais.

Problématique

Le Conseil mondial de l'agriculture (IAASTD) mentionne les problèmes suivants :

- la concentration des fournisseurs aboutit à une concentration de la recherche et développement sur un nombre réduit de variétés de semences ;
- la concentration rend plus difficile l'entrée sur le marché de concurrents ;
- l'effet anticoncurrentiel peut aboutir à une hausse massive des prix des semences. Aux Etats-Unis, par exemple, le prix des semences de coton a triplé, voire quadruplé, depuis l'introduction du coton génétiquement modifié. Dans les pays en développement également, le prix a augmenté substantiellement.

MONSANTO



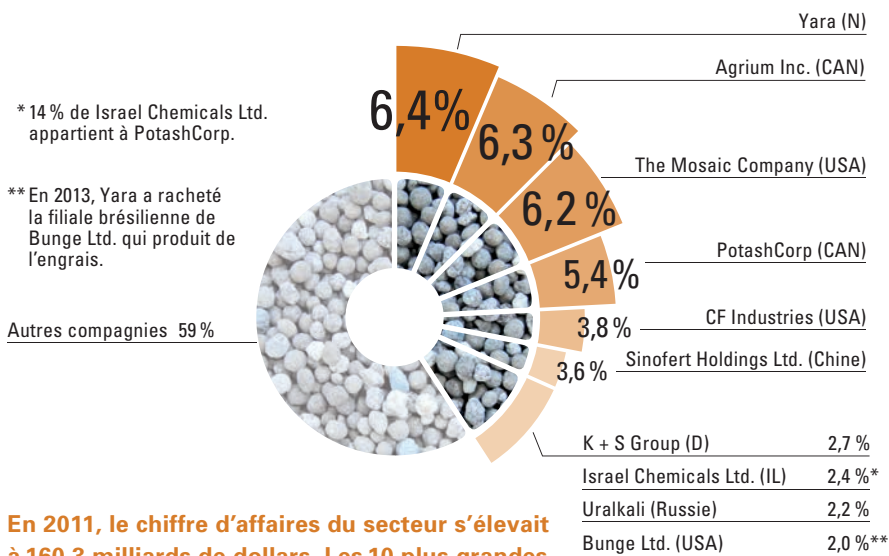
Le leader mondial : Monsanto a été créé en 1901 aux Etats-Unis. Son premier produit était la saccharine, un édulcorant artificiel. Puis, la compagnie est devenue l'une des plus grosses entreprises chimiques états-uniennes, avant de se lancer dans la production de pesticides. Avec la production de l'agent orange, un défoliant contenant de la dioxine et utilisé par l'armée états-unienne lors de la guerre du Vietnam, Monsanto a été à l'origine de millions d'intoxications. En 1976, Monsanto lance le glyphosate, un herbicide qui deviendra rapidement l'un des plus vendus dans le monde.

Monsanto s'est lancé dans la production de semences dans les années 1980, avec le développement du soja transgénique résistant au Roundup (glyphosate), son propre herbicide. Aujourd'hui, Monsanto contrôle 90 % du marché des semences transgéniques. D'innombrables acquisitions (*lire en page 9*) ont fait de Monsanto le plus important producteur de semences au monde. Avec le rachat de Seminis, le principal producteur de semences pour légumes (pour 1,4 milliard de dollars en 2005), Monsanto est également devenu le leader mondial de ce secteur.

Engrais

En raison de l'utilisation croissante de fourrages et d'agrocarburants, le marché des engrais a enregistré une croissance de 31 % entre 1996 et 2008. Les dix plus grandes entreprises de ce secteur couvrent environ 41 % de parts de marché. A la suite du recul des ventes lié à la crise économique, le secteur a connu une forte concentration. En 2012, environ 108 millions de tonnes d'azote, 41 millions de tonnes de phosphate et 29 millions de tonnes de potassium ont été utilisées. Les légumineuses comme les haricots, les pois ou le trèfle, qui sont des plantes fixatrices d'azote, pourraient remplacer les engrais azotés artificiels.

Les 10 plus grandes multinationales de l'engrais



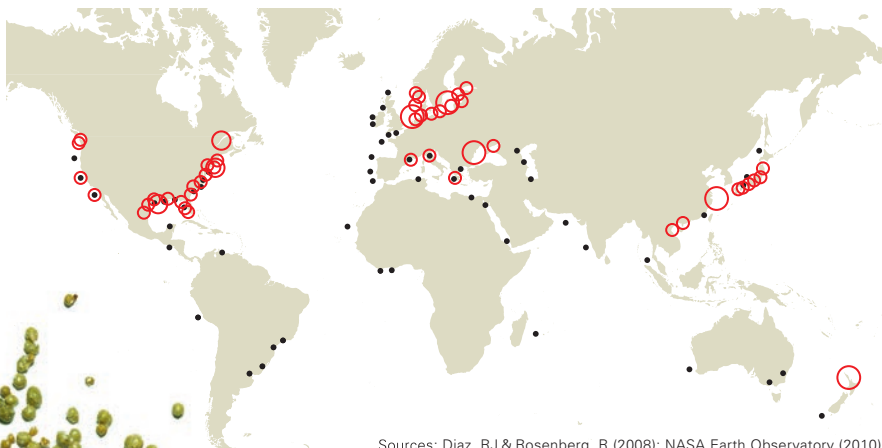
En 2011, le chiffre d'affaires du secteur s'élevait à 160,3 milliards de dollars. Les 10 plus grandes entreprises de l'industrie des engrais représentaient environ 41 % de parts de marché.

Source: ETC Group (2013)

La surfertilisation étouffe l'écosystème marin

En 2008, le magazine «Science» a rapporté que 400 régions côtières – sur une surface grande comme six fois la Suisse – sont sans vie à la suite de la surfertilisation d'engrais et le manque d'oxygène qui en résulte dans les fonds marins.

Régions dans lesquelles la vie sous-marine ne peut pas survivre du fait du manque d'oxygène dans les eaux profondes. Les cercles rouges montrent les régions avec d'importantes zones mortes; les points noirs, les zones sans vie de magnitude inconnue.



Sources: Diaz, RJ & Rosenberg, R (2008); NASA Earth Observatory (2010)



Le leader mondial: Yara, principal producteur et négociant d'engrais du monde, élabore aussi des produits à base de CO₂ et d'azote pour l'industrie de l'armement. Le siège de la compagnie est à Oslo, et le Gouvernement norvégien en est l'actionnaire majoritaire. Yara est établi dans 50 pays et emploie 9800 personnes, pour des recettes de 14,3 milliards de dollars (2013). Entre 2006 et 2009, Yara a racheté sept autres entreprises. En quête de nouveaux marchés, la compagnie promeut une agriculture basée sur la chimie en Afrique.

Problématique

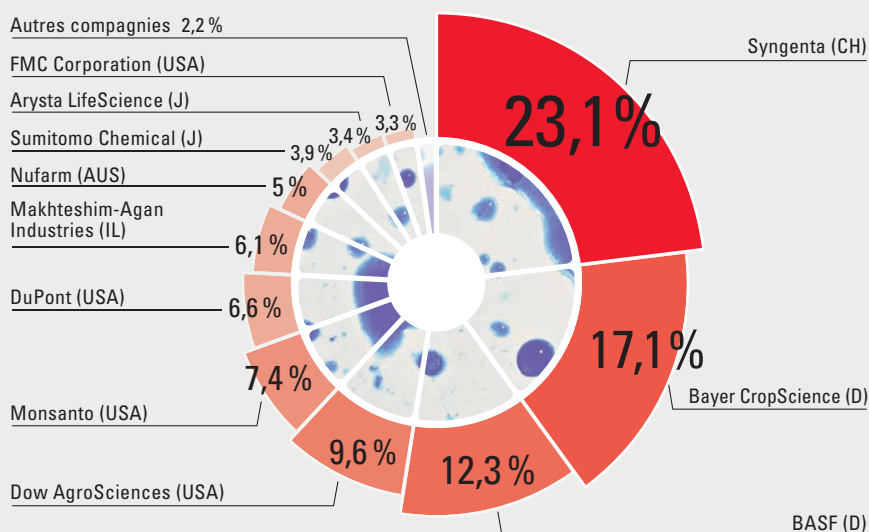
- *Le phosphate se fait rare.* Alors que les excréments animaux (et humains) alimentaient auparavant les champs en phosphate, les engrais artificiels sont de plus en plus utilisés, et les gisements naturels s'épuisent.
- *Les engrais nuisent aux écosystèmes.* Seule une petite partie du phosphate utilisé dans les engrais artificiels atteint les plantes, la majeure partie contaminant les sols et les eaux. Ce qui conduit à une acidification des sols, à une dégradation de l'humus et à une diminution de la biodiversité. De nombreuses variétés de plantes ne supportent pas la surfertilisation et disparaissent des écosystèmes. Les eaux polluées par les engrais manquent de l'oxygène nécessaire à la survie des organismes aquatiques.
- *Les engrais détériorent le climat.* Les animaux utilisent l'azote comme source de protéine, mais ils le métabolisent très mal et en rejettent la plus grande partie. Celui-ci se retrouve dans l'atmosphère sous forme de protoxyde d'azote, nuisible à l'environnement. L'élevage intensif n'est devenu possible qu'à l'aide d'engrais artificiels, dont la production engloutit 2% de la consommation mondiale de pétrole.
- *Les autorités politiques abordent peu le problème climatique lié aux engrais artificiels, car elles estiment souvent qu'il y aurait plus de famines sans leur utilisation.* Pourtant, la production agricole actuelle permettrait déjà de nourrir entre 12 et 14 milliards de personnes; mais une grande partie de cette production est destinée au fourrage animal, à la production d'agrocarburants ou est tout simplement jetée.

Pesticides

Depuis des décennies, les géants de l'agrochimie dominent l'agriculture industrielle. Les organismes nuisibles développent des résistances aux pesticides, qui nécessitent le développement continu de nouveaux traitements simples ou combinés. Les entreprises négligent les méthodes écologiques dans leur recherche ou tentent de les faire

disparaître du marché. Avec un pied dans l'industrie des semences, les géants de la chimie créent une dépendance entre semences et pesticides, décuplant ainsi leurs ventes. Le suisse Syngenta est le leader mondial, avec des parts de marché de 23 %. Les dix plus grands producteurs contrôlent 95 % du marché.

Les 11 plus grandes entreprises de pesticides



Le chiffre d'affaires mondial des pesticides est estimé à 44 milliards de dollars. Les parts de marché des 10 plus grandes entreprises se montent à 95 % (et à 98 % pour les 11 plus importantes). Source: ETC Group (2013)

Problématique

Les pesticides sont la source de l'empoisonnement de millions de paysans et de travailleurs agricoles, dont près de 40 000 sont mortels. Mais les statistiques réelles sont sans nul doute beaucoup plus élevées, notamment en raison de la couverture médicale limitée dans les pays en développement, là où surviennent la majorité des intoxications et où des produits interdits chez nous sont encore vendus.

En plus des empoisonnements aigus, divers effets à long terme ont été mis au jour. La majorité des pesticides est cancérigène, dérègle le système hormonal ou s'accumule dans le tissu adipeux.

Les pesticides sont aussi les produits à l'origine du plus grand nombre de suicides. Chaque année, près de 370 000 personnes se donnent ainsi la mort, en majorité dans les zones rurales des pays en développement.

Enfin, les pesticides ont un impact désastreux sur l'environnement. La mort massive d'abeilles en est un exemple actuel. L'érosion



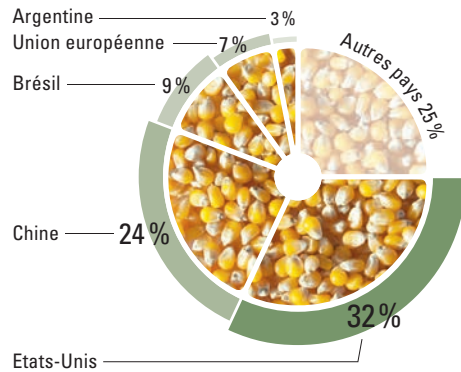
Le leader mondial : Syngenta, issu de la fusion en 2000 entre les divisions agrochimiques de Novartis (CH) et d'Astra-Zeneca (UK/S), et dont le siège est à Bâle, est la plus grande multinationale de l'agrochimie. Elle emploie 28 000 personnes dans 90 pays et a réalisé, en 2013, un chiffre d'affaires de 14,7 milliards de dollars, dont 74 % liés à la vente de pesticides. L'histoire de Syngenta et des compagnies qui l'ont précédée (Ciba-Geigy, Sandoz, Novartis, ICI, Zeneca) est parsemée de scandales. En 1942, Geigy commercialise le DDT, un insecticide certes performant, mais qui a fait de nombreuses victimes en raison de ses effets cancérigènes et hormonaux sur l'être humain. Ce poison lent peut encore être décelé aujourd'hui dans le sang de nombreuses personnes. Au début des années 1980, la DB a mené une campagne contre le pesticide cancérigène de Ciba-Geigy, le Chlordimeform. Parmi les critiques, le fait que des essais aient été menés en Egypte en vaporisant le produit sur des enfants. Le Chlordimeform a été interdit en 1988. Mais l'herbicide Paraquat est probablement le produit de Syngenta qui fait aujourd'hui le plus de victimes. Interdit depuis longtemps en Europe et en Suisse, ce produit est la cause majeure d'empoisonnements de travailleurs agricoles au Costa Rica ou au Burkina Faso. Avec des syndicats et des ONG, la DB demande depuis 2002 l'arrêt de la production du Paraquat.

des sols est intimement liée à l'utilisation d'engrais et de pesticides, car les organismes vivants dans le sol, importants pour la formation d'humus, sont décimés.

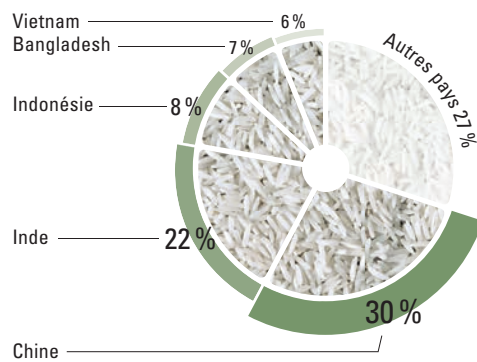
Les pesticides non utilisés ou mal éliminés créent aussi des problèmes. Ces trente dernières années, on estime que près de 200 000 tonnes de pesticides se sont accumulées dans des décharges à travers le monde.

Production alimentaire

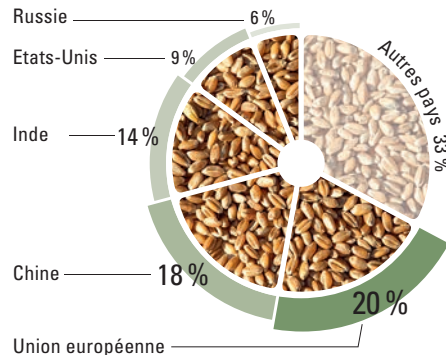
Maïs



Riz



Blé



Source: USDA, World Agricultural Production, 2012/13 season (2014)

Les Etats-Unis sont les plus gros producteurs de maïs, l'Union européenne, de blé et la Chine, de riz. La canne à sucre est devenue le plus important produit agricole, devant le maïs. Une grande partie est cependant utilisée pour la production d'agrocarburants. Aux Etats-Unis, plus d'un tiers du maïs est utilisé pour la production d'éthanol. Environ 2% du carburant utilisé dans le monde provient du maïs, de la canne à sucre et de l'huile de palme.

Source: USDA 2009/10 season

Problématique

98 millions ou 59% de tous les enfants qui travaillent sont dans l'agriculture. L'utilisation de pesticides et le port de lourdes charges mettent en danger leur santé.

En Amérique du Sud, 14 millions de personnes sont soumises aux conséquences négatives de nouvelles plantations, surtout du soja. Souvent, des petits paysans sont expulsés de leurs terres avec violence. D'autres sont exposés aux fumigations de pesticides, avec pour conséquences des maladies ou des malformations chez les nouveau-nés. Les planteurs de palmiers à huile en Indonésie, tout comme ceux des agrocarburants en Afrique ou en Amérique du Sud, exproprient les petits paysans, sans que ces derniers puissent faire valoir leurs droits face à de puissants investisseurs. Si l'Union européenne

La moitié de la population mondiale vit en milieu rural et tire plus de la moitié de ses revenus de l'agriculture. Sur les 500 millions d'exploitations agricoles dans le monde, 97% sont de petite taille et produisent environ 50% de notre alimentation.

Quelque 450 millions d'ouvriers agricoles sont actifs dans les plantations industrielles. Ces gigantesques exploitations, qui appartiennent souvent à des banques ou à des multinationales, préfinancent aux paysans les semences, les produits agrochimiques, les animaux ou le fourrage.

Avec l'envolée du prix des produits agricoles, l'intérêt des investisseurs ne cesse de croître. Des surfaces de la taille de la France sont vendues chaque année à l'étranger. Cet accaparement des terres (land grabbing) touche particulièrement l'Afrique.



Les principaux producteurs

Via Campesina est le plus important mouvement international des petits paysans, des petits producteurs, des sans terre, des indigènes, des paysannes et des travailleurs agricoles. Les 164 organisations membres représentent environ 200 millions de personnes de 73 pays. Leurs buts communs: l'équité, la souveraineté alimentaire, l'agriculture durable et la préservation de l'environnement, en particulier des sols, de l'eau et des semences. Son secrétaire général, Henry Saragih, compte, selon *The Guardian*, parmi les 50 personnalités dont les idées pourraient sauver le monde.

Pour en savoir plus: www.viacampesina.org

s'est fixé des objectifs chiffrés en matière de consommation d'agrocarburants, la Suisse n'a pas opté pour de telles mesures controversées. L'allègement fiscal suisse en faveur des agrocarburants n'est en outre accordé qu'à certaines conditions, encore jamais remplies à ce jour.

L'agriculture contractuelle, élément central dans la chaîne de valeur ajoutée, consiste, pour des compagnies, à octroyer des crédits à la production aux agriculteurs, afin que ces produits leur soient vendus en priorité. L'agriculture contractuelle régit les modes de production, marginalisant ainsi les méthodes de culture traditionnelles. Peu de données existent sur l'agriculture contractuelle, compte tenu des clauses de confidentialité contenues dans les contrats que doivent signer les producteurs.

Négoce de matières premières agricoles

Quatre négociants de matières premières agricoles – Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Dreyfus – contrôlent environ 75% des céréales et des oléagineux échangés sur les marchés mondiaux. En 2004, ils ont acheté 75% de la récolte de maïs, 62% de celle de blé et 80% de celle de soja. Souvent, il n'existe qu'un seul négociant par région.

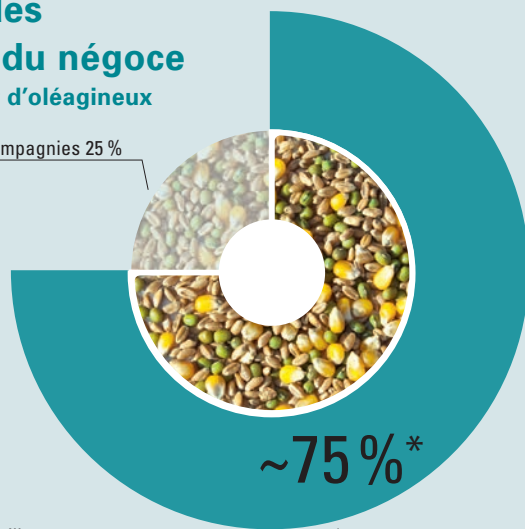
Par des alliances (Cargill et Monsanto, Bunge et DuPont, par exemple), les multinationales du négoce étendent leur mainmise sur d'autres secteurs de la chaîne agroalimentaire, comme les semences et les pesticides.

L'augmentation de la production mondiale de viande permet d'importants profits dans le négoce des céréales et du soja. L'achat massif de soja et de maïs par la Chine et la sécheresse en Russie ou en Argentine en 2010 ont engendré des fluctuations de prix qui ont profité aux géants du négoce (l'action Bunge est montée de 30% en 2010). Les plantations destinées aux agrocarburants stimulent également ce marché.

Les 4 plus grandes multinationales du négoce

Commerce de céréales et d'oléagineux

Autres compagnies 25 %



* Il s'agit d'une estimation. En raison de la complexité et du manque de transparence de ces sociétés de négoce, notamment de celles qui ne sont pas cotées en bourse, il n'est pas possible de connaître leur part de marché effective.

Cargill,
Archer Daniels Midland,
Bunge et Dreyfus

En 2013, les quatre géants du négoce ont généré un chiffre d'affaires de près de 350 milliards de dollars, dont 136 milliards pour l'états-unien Cargill, le leader mondial.

Sources: Australian Wheat Board (2004), *Financial Times* (18.9.2013 & 5.3.2014)

Problématique

Des petits paysans affamés et des enfants forcés de travailler: les gros acheteurs de matières premières agricoles contribuent à la famine des petits paysans. Ces derniers sont écartés du marché notamment en raison des politiques de prix agressives des multinationales. Ainsi, de nombreux agriculteurs brésiliens sont endettés auprès de Bunge, qui revendique un droit sur leurs récoltes et leurs terres.

L'ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, dénonce la pression sur les prix qui met en péril l'équilibre social. Il demande aux Etats de réguler les pratiques inéquitables des entreprises du négoce et d'agir contre les déséquilibres du marché.



1. **Cargill** est le plus important négociant de céréales et d'oléagineux du monde. La firme contrôle la majeure partie des exportations de céréales d'Amérique du Nord et du Sud, y compris les entreprises de stockage et de fret ainsi que des infrastructures portuaires. Cargill fournit aux producteurs de denrées alimentaires et aux commerces de détail des produits de gros ou finis dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie. Sa filiale à Genève est la dixième plus grande entreprise de Suisse et représente le cinquième du chiffre d'affaires du groupe. Elle est également active dans le négoce des crédits de CO₂, qui profitent aux exploitations de porcs. L'une d'entre elles, au Mexique, est à l'origine de la grippe porcine de 2009.



2. **Archer Daniels Midland Company (ADM)** dont le siège européen est en Suisse, compte plus de 270 sites de production avec 31 000 employés répartis dans plus de 60 pays. Il transforme des céréales et des oléagineux en produits intermédiaires destinés à l'alimentation, aux boissons, aux produits industriels et aux fourrages. ADM est un des plus gros producteurs mondiaux de tourteaux de soja, d'huile de soja, d'huile de palme, d'éthanol, de sirop de fructose et de farines boulangères.



3. **Bunge** est le plus grand négociant mondial de soja, également actif dans le négoce des céréales et des engrais. Il est le principal acheteur de canne à sucre et producteur d'éthanol au Brésil.



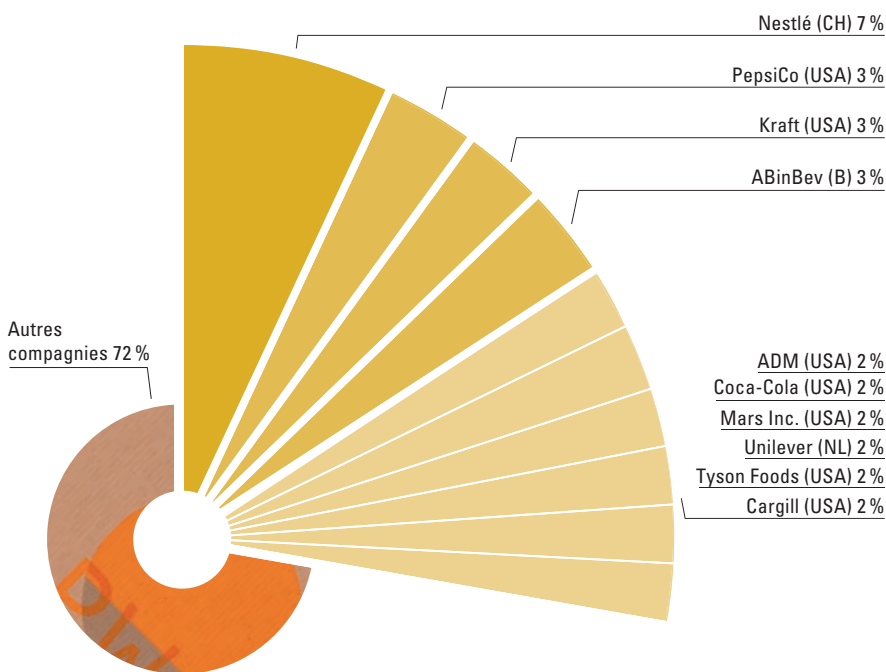
4. **Louis Dreyfus** est le principal négociant mondial de coton et de riz, le deuxième plus important transformateur de canne à sucre et négociant d'agrocarburants, le troisième négociant de blé, de maïs, de sucre et de jus d'orange, le cinquième négociant d'oléagineux. Il est également actif dans les domaines du fret, du métal, des produits financiers, du gaz, du charbon, de la pétrochimie, de l'électricité et de l'immobilier.

Genève, capitale du négoce agricole: un tiers du négoce mondial des céréales et des oléagineux se déroule par l'intermédiaire d'entreprises basées à Genève, comme Cargill International, Bunge Europe ou Dreyfus Commodities.

Transformation alimentaire

En 2009, les dix plus grandes entreprises de transformation alimentaire contrôlaient 28% du marché. Avec 15%, voire 20% chez les producteurs de boissons, les marges bénéficiaires comptent parmi les plus élevées de la chaîne agro-alimentaire. Les grandes multinationales réalisent d'énormes profits sur les articles de luxe et en ciblant les couches moyennes à fort potentiel de croissance des pays émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde ou l'Indonésie. En période de crise, ces géants confortent leur croissance par le rachat d'autres entreprises. L'acquisition, en 2010, du leader chocolatier anglais Cadbury par Kraft Foods est un exemple récent.

Les 10 plus grandes entreprises de transformation alimentaire



Le chiffre d'affaires mondial de la branche est estimé à 1378 milliards de dollars, dont 28% est contrôlé par les 10 plus grandes entreprises.

Sources: Leatherhead Food Research, ETC Group (2011), recherches individuelles

Problématique

Les multinationales de la transformation assoient leur puissance sur le dos des producteurs. La commission de la concurrence sud-africaine a critiqué plusieurs transformateurs laitiers pour s'être entendus sur les prix. Ils auraient également forcé les agriculteurs à leur livrer la totalité de leur lait par le biais de contrats. Au Brésil, Nestlé et Parmalat ont racheté les coopératives laitières et n'ont ainsi laissé aucune alternative d'écoulement aux agriculteurs.

En Chine, Nestlé a pu convaincre le gouvernement que les filles grandiraient plus vite si elles consommaient du lait. Un programme scolaire sur le lait a préparé le terrain. Depuis, le secteur laitier connaît une croissance à deux chiffres dans un pays où l'on consommait jusqu'alors du lait de soja, plus respectueux de l'environnement. Une grande partie du lait est importé, suite au scandale de la mélamine.

Dans le secteur de la transformation de la viande et du poisson, les conditions de travail sont déplorables. D'après Human Rights Watch, elles sont même les plus dangereuses par rapport à d'autres travaux à la chaîne. Aux Etats-Unis, les salaires sont misérables, les syndicats ne sont pas tolérés et les droits des immigrants sont violés.

Les entreprises de transformation doivent se porter garantes des conditions prévalant chez leurs fournisseurs. En choisissant de se taire face aux critiques de la Déclaration de Berne sur le travail des enfants dans les plantations de cacao, Nestlé ne donne pas le bon exemple.



Le leader mondial: Nestlé, qui a son siège à Vevey (Suisse), est la plus grande multinationale agroalimentaire, avec un chiffre d'affaires de 104 milliards de dollars. Ses produits laitiers, ses boissons, ses sucreries, ses plats précuisinés, ses aliments pour animaux et ses produits de bien-être sont vendus dans le monde entier. En Amérique latine, Nestlé contrôle 60% du marché de l'alimentation pour bébés et même 91% du marché du lait en poudre au Brésil. Au-delà de publicités non éthiques pour l'alimentation infantile, Nestlé est critiqué pour ses ingrédients génétiquement modifiés, sa politique d'achat du café et du cacao ou encore pour ses méthodes de répression contre des syndicats en Colombie.

Environ 600 000 agriculteurs dans 80 pays sont sous contrat avec Nestlé.

Les principales marques de Nestlé vendues en Suisse

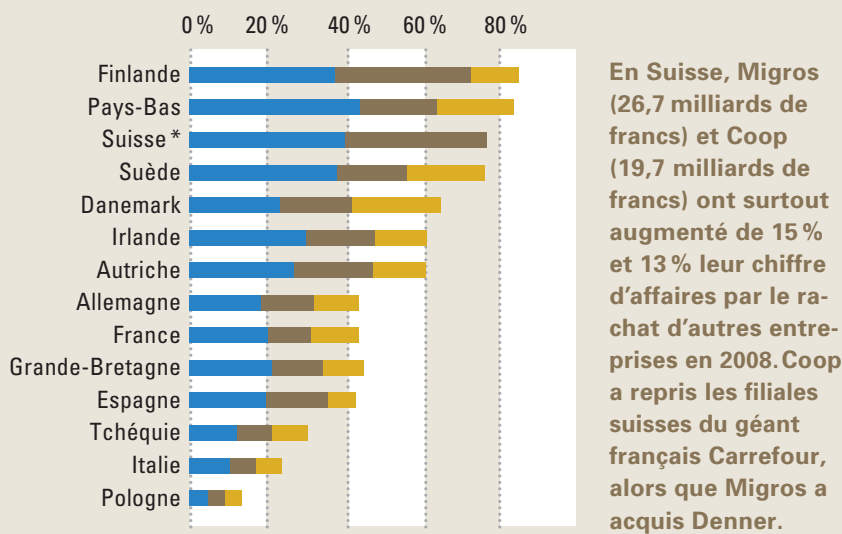
After Eight // Baci // Buitoni // Cailler // Chokito // Contrex // Crunch // Findus // Franck Aroma // Frisco // Galak // Hennie // Hirz // Incarom // Kitkat // La Laitière // LC1 // Leisi // Le Parfait // Lion // Maggi // glaces Mövenpick // Nescafé // Nesquik // Nespresso // Nestlé Beba // Nestlé Céréales // Nestlé Le Chocolat // Nestrovit // Nuts // S. Pellegrino // Smarties // Stalden // Thomy

Commerce de détail

Les parts de marché globales des géants du commerce de détail ne sont certes pas aussi élevées que dans d'autres secteurs. Leurs parts de marché nationales et l'importance de leur chiffre d'affaires – Walmart est la plus grande multinationale du monde, toutes branches confondues – confèrent pourtant aux géants de la distribution une forte puissance économique. Alors que, en 2004, les cent plus importantes enseignes de supermarché représentaient 24% du commerce de détail alimentaire mondial, ce ratio se situait déjà à 35% en 2007.

Parts de marché des 3 plus grandes enseignes du commerce de détail

pour les denrées alimentaires en Europe (2008; *2004)



Sources: CIAA (2009), *Public Suisse (2005), rapports annuels

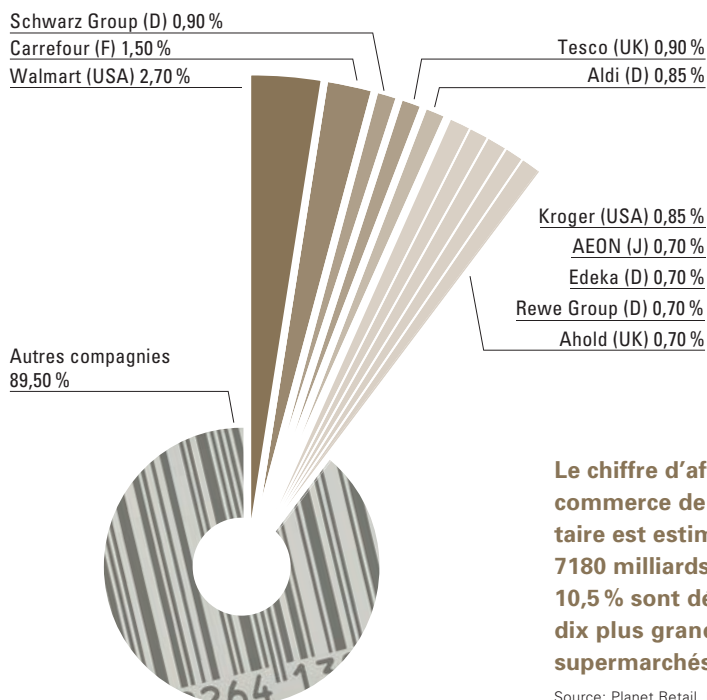
Problématique

Les puissantes enseignes du commerce de détail mettent souvent leurs fournisseurs sous pression. Parmi les pratiques controversées, citons en particulier les changements de conditions d'achat avec effet rétroactif, les frais de référencement, la location d'étals, les menaces d'exclusion ou des clauses d'exclusivité.

Si la concentration est déjà très forte dans les pays industrialisés et émergents, elle est en plein essor dans les pays en développement. En Inde, où le commerce de gros est organisé par l'Etat et celui de détail très fractionné, les grandes enseignes de supermarchés, et plus particulièrement le groupe Metro, cherchent à augmenter leurs parts de marché de 3 à 20% à court terme. La face sombre de ces privatisations et de ces concentrations est déjà perceptible: les fournisseurs sont mis sous pression et les droits du travail bafoués. En Corée, Walmart et Carrefour ont été sanctionnés pour des pratiques commerciales peu scrupuleuses et ont dû confesser publiquement leurs abus.

Source: Marita Wiggerthale / Oxfam (2009). Zur Kasse bitte

Les 10 plus grandes chaînes de supermarchés



Source: Planet Retail, ETC Group (2011)



Le leader mondial états-unien Walmart Stores est la plus grande chaîne de supermarchés, mais aussi la plus grande multinationale du monde – avant BP, ExxonMobil, Shell et Toyota. Ses rentrées financières dépassent le budget national de l'Autriche ou de presque tous les pays en développement. Walmart emploie 2,2 millions de personnes dans le monde. Son chiffre d'affaires, en 2013, se montait à 476 milliards de dollars, avec un bénéfice de 16 milliards de dollars. Walmart fait pression sur les prix et paie des salaires misérables. Aux Etats-Unis, la résistance contre Walmart augmente, car là où l'enseigne s'implante, le niveau de vie baisse, les emplois précaires se multiplient et de nombreux employés deviennent dépendants de l'assistance sociale, alors que les recettes fiscales diminuent.

Ce qui doit changer



1. Les Etats doivent mettre en place des mesures plus efficaces pour empêcher les oligopoles. Le droit de la concurrence n'empêche pas la domination du marché, cette dernière n'étant punissable qu'en cas d'abus. Le droit de la concurrence se concentre avant tout sur les prix aux consommateurs, qui ne doivent pas être trop élevés du fait d'une position dominante. Les gendarmes de la concurrence n'examinent pourtant que rarement les abus de position dominante vis-à-vis des fournisseurs.

Les organes de contrôle doivent certes donner leur aval avant toute fusion et rachat de grosses entreprises. Il reste toutefois à déterminer si les seuils existants, à partir desquels il est question de position dominante, sont adaptés. Les modalités liées à l'agriculture contractuelle devraient également être contrôlées. Des pratiques abusives dans les domaines des achats, du négoce et de la publicité devraient être interdites.

2. Les subventions publiques doivent être transparentes et conditionnées à une agriculture durable. Ce sont essentiellement les grandes entreprises qui profitent des subventions. Ces dernières soutiennent surtout une agriculture industrielle avec des conséquences sociales et environnementales négatives. Avec sa politique agricole et ses paiements directs écologiques, la Suisse va, sur ce point, dans la bonne direction.

3. Des règles internationales sont nécessaires pour sanctionner les multinationales enfreignant les droits humains. Le droit à l'alimentation est inscrit dans les accords internationaux, son application est supervisée par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, et les Etats ont l'obligation de le faire respecter. Mais la commission ne peut

empêcher les violations du droit à l'alimentation commises par des multinationales du secteur agroalimentaire. Des instruments adaptés doivent être mis en place, afin que celles-ci puissent être contrôlées et rendre des comptes, sur les plans tant international que national.

4. La souveraineté alimentaire doit être encouragée. Les règles commerciales internationales doivent permettre aux Etats de protéger leur propre marché face au dumping provoqué par des exportations massives. Toute disposition dans des accords de protection de l'investissement visant à permettre à des multinationales agroalimentaires de poursuivre en justice des Etats sont à rejeter. Une production locale, un commerce et une transformation alimentaire durables doivent être préservés et favorisés.

5. L'influence des multinationales sur la politique et l'administration doit être contrôlée. Il ne devrait plus être possible pour les multinationales d'influencer les politiques agricoles et commerciales ainsi que les programmes de recherche et de coopération au développement en fonction de leurs intérêts. Les milieux politiques et l'administration doivent s'émanciper des grandes entreprises. Les va-et-vient de personnel entre les multinationales et l'administration publique doivent cesser.

6. Promouvoir la responsabilité des entreprises. Une entreprise responsable renseigne de manière transparente sur sa politique de prix et montre comment ses bénéfices sont répartis sur toute sa chaîne de production. Elle donne des informations sur l'ensemble de ses fournisseurs. Elle se conforme aux standards sociaux et écologiques internationaux et renonce aux activités de lobbying qui font primer ses intérêts corporatistes sur le bien-être général.

Que puis-je faire en tant que consommateur-trice?

Pour les consommateurs, il est quasiment impossible d'avoir une vue d'ensemble de la filière agroalimentaire. En 2010, lorsque la DB a demandé aux commerces de détail suisses s'ils connaissaient les semences à partir desquelles les fruits et légumes de leur étal avaient été produits, tous ont unanimement admis qu'ils n'en savaient rien. Si même les supermarchés ne

sont pas informés de l'origine des denrées alimentaires, comment les consommateurs peuvent-ils le savoir? Il faut dès lors, dans un premier temps, plus de transparence.



Agissons sans attendre en
– réitérant les demandes au personnel sur l'origine et les

conditions sociales et écologiques des produits.



– exigeant par courrier à leur direction plus de transparence des distributeurs.



– privilégiant les produits de saison et régionaux achetés

sur des marchés locaux ou en vente directe à la ferme, ainsi que les produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable.

– renonçant aux marques des grandes entreprises.

Et ces conseils sont également de mise pour les achats de l'administration et des entreprises privées.





Produits auparavant directement à la ferme de manière intégrée, les semences, les jeunes animaux, les fourrages et les engrais sont désormais commercialisés dans des secteurs séparés de la filière agroalimentaire industrielle. La production alimentaire mondiale est aussi fortement influencée par le négoce de matières premières, l'industrie de transformation et les géants du commerce de détail. A l'autre bout de la chaîne, les agriculteurs, et en particulier les petits paysans des pays du Sud, subissent les conséquences du processus de concentration que l'on observe dans la production agroalimentaire globalisée.

Ce numéro spécial montre comment un nombre d'entreprises toujours plus restreint est désormais en mesure de dicter les prix et de régir les relations commerciales, notamment par une influence grandissante sur les politiques publiques.

Pour en savoir plus

- **CNUCED (2006)**, Tracking the Trend Towards Market Concentration: The Case of the Agricultural Input Industry
- **CNUCED (2009)**, World Investment Report 2009. Transnational Corporations, Agricultural Production and Development
- **Dalle Mulle Emmanuel et Ruppanner Violette (2010)**, Exploring the Global Food Supply Chain. Markets, Companies, Systems, 3D
- **De Schutter Olivier, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2010)**, Addressing Concentration in Food Supply Chains. The Role of Competition Law in Tackling the Abuse of Buyer Power
- **ETC Group** – Cette ONG canadienne compile depuis plusieurs années les statistiques liées à la concentration dans le secteur alimentaire. Voir notamment: «From Gene Giants to Biomasters: Hijacking the Green Economy and Consolidating Corporate Power», 2011 et «Putting the Cartel before the Horse... and Farm, Seeds, Soil, Peasants, etc. Who will Control Agricultural Inputs?», 2013
- **Howard P.H. (2009)**, Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry: 1996-2008, Sustainability, 1(4), 1266-1287
- **Vorley Bill (2003)**, Food Inc. Corporate concentration from farm to consumer, London, UK Food Group

Vers un développement Solidaire 216 – Numéro spécial Agropoly – Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation – 2^e édition (actualisée) – juin 2014

ÉDITÉ PAR la Déclaration de Berne, avenue Charles-Dickens 4, 1006 Lausanne, tél. 021 620 03 03, fax 021 620 03 00, info@ladb.ch, www.ladb.ch **TIRAGE** 3000 ex. **PARUTION** 6 fois par an **RÉALISÉ PAR** Susanne Gura, François Meienberg et Tamara Lebrecht **TRADUCTION** Patrick Durisch **ÉDITION** Raphaël de Riedmatten **LECTORAT** Christiane Droz **GRAPHISME** c.p.a. Clerici Partner AG, Zurich **IMPRESSION** Groux arts graphiques SA, Le Mont-sur-Lausanne (Imprimé sur papier recyclé à 100%) **ISSN** 1661-1357



La Déclaration de Berne est une association suisse qui s'engage pour des relations Nord-Sud plus équitables par des campagnes d'information et du lobbying auprès des décideurs. Elle est financièrement et politiquement indépendante. **Dons: CP 10-10813-5**

